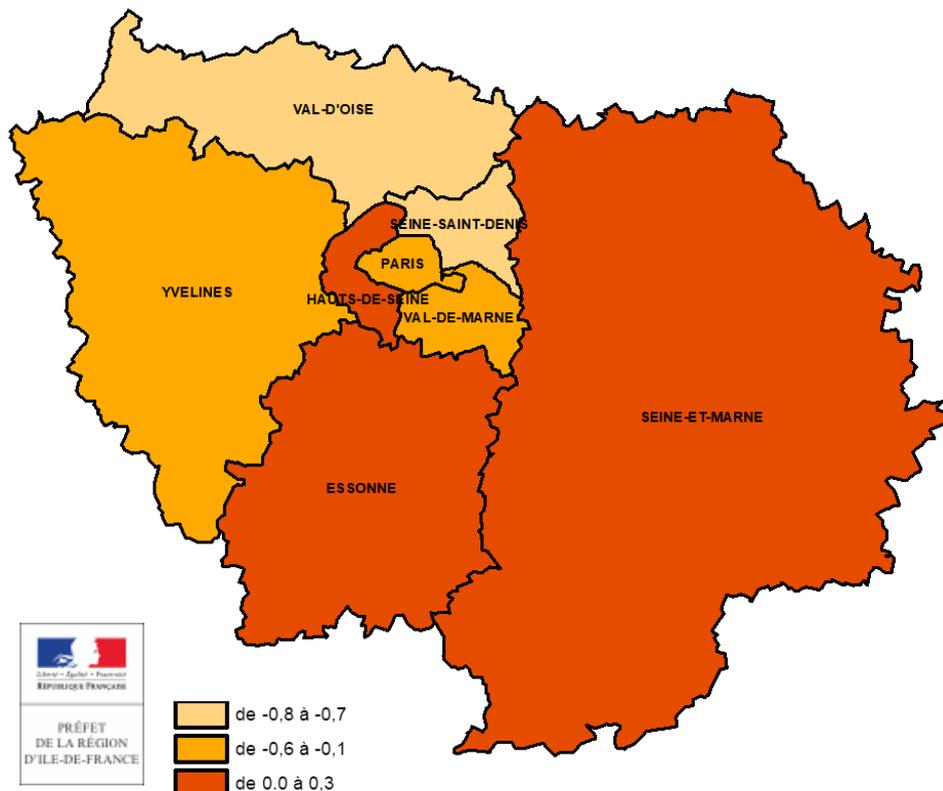


Évolutions récentes du marché du travail
et de l'emploi en Île-de-France2^e trimestre 2019

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C
par département entre le 1^{er} trimestre 2019 et le 2^e trimestre 2019 (en %, données CVS-CJO)



- Au 2^e trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens diminue par rapport au 1^{er} trimestre 2019 en catégorie A (-0,6 %) et en catégories A, B, C (-0,3 %).
- Le taux de chômage est stable au 1^{er} trimestre 2019, et se situe à 7,6 %.
- L'emploi salarié augmente de 0,4 % au 1^{er} trimestre 2019.
- L'activité partielle est en recul au 2^e trimestre 2019.
- Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi est en légère baisse au 2^e trimestre 2019.

- Ce dossier de conjoncture, qui présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France, vous est adressé chaque trimestre. La prochaine publication sera disponible début novembre et portera sur le troisième trimestre 2019.
- Ce dossier complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 10 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 11 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 12 : Le taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 15 : L'intérim

Page 16 : L'emploi salarié

Page 17 : L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page 18 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : L'activité partielle

Page 20 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

Demande d'emploi et chômage

Au deuxième trimestre 2019, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 991 590 (catégories A, B et C - données CVS). Parmi eux, 661 080 n'ont pas travaillé du tout durant le mois précédent (catégorie A).

La baisse de la demande d'emploi en catégorie A, initiée au quatrième trimestre 2018, se poursuit (-0,6 % contre -0,4 % en France métropolitaine). La demande prenant en compte les personnes ayant eu une activité réduite (catégories A, B, C) diminue également (-0,3 % contre -0,4 % en France métropolitaine).

La demande d'emploi en catégorie D (demandeurs en formation notamment) progresse très nettement dans la région (+5,7 %), en lien avec la mise en place du Plan régional d'investissement dans les compétences (PIC).

Sur le trimestre, en Île-de-France, l'évolution de la demande d'emploi en catégories A, B, C est plus favorable pour les femmes que pour les hommes. La demande d'emploi des jeunes repart à la baisse, tandis que celle des seniors reste en légère progression. Enfin, la demande d'emploi de longue durée diminue, après une hausse continue depuis le premier trimestre 2017.

Au premier trimestre 2019, 7,6 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 8,4 % en France métropolitaine), soit un niveau stable par rapport au quatrième trimestre 2018.

Emploi

Au sein des offres collectées par Pôle emploi au deuxième trimestre 2019, les offres d'emploi durables sont les seules à progresser (+2,5 % contre -3,0 % pour l'ensemble des offres en données CVS).

Au premier trimestre 2019, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmente de +1,6 % par rapport au premier trimestre 2018 (+4,9 % pour les contrats durables).

Par rapport au trimestre précédent, l'emploi intérimaire baisse légèrement, sauf dans la construction.

Porté par le secteur privé, l'emploi salarié francilien progresse légèrement au premier trimestre 2019 (+0,4 %). L'emploi francilien représente près de 39 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 55 nouvelles offres enregistrées pour 100 nouvelles demandes d'emploi en moyenne au deuxième trimestre 2019, en baisse par rapport au deuxième trimestre 2018, mais les autres indicateurs de tension sont plutôt orientés à la hausse.

Mutations économiques

Au deuxième trimestre 2019, 118 autorisations d'activité partielle ont été accordées pour motif économique, pour un volume d'heures de travail chômées en forte baisse.

Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi et le nombre d'emplois menacés sont moins importants qu'au trimestre précédent.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 2^e trimestre 2019

2 ^e trimestre 2019	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
			Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	661 080	3 377 330	-0,6
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	991 590	5 579 530	-0,3	-0,4	-0,6	-0,9

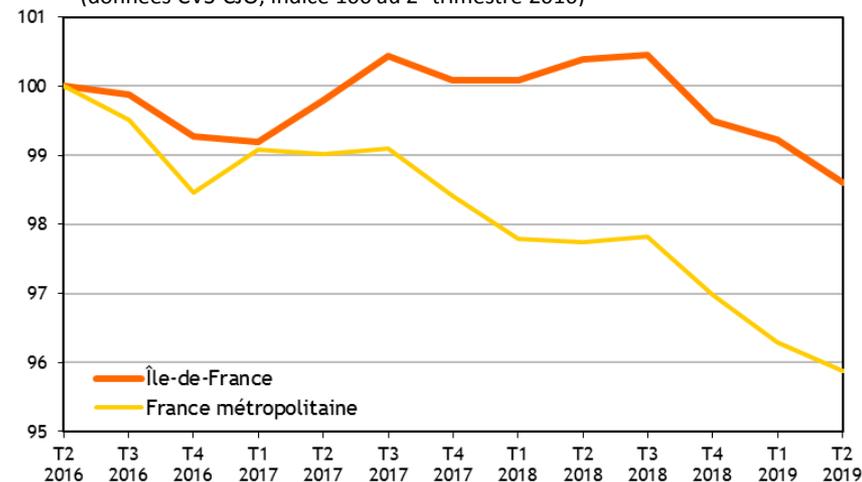
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

La diminution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégorie A, entamée au quatrième trimestre 2018, se prolonge au deuxième trimestre 2019 (-0,6 % contre -0,4 % en France métropolitaine). Sur un an, la baisse est très proche de celle constatée au niveau national (-1,8 % contre -1,9 % en France métropolitaine).

Les évolutions en catégorie A sont affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs. Ainsi, le nombre de demandeurs ayant eu une activité réduite (catégories B et C) est en hausse au deuxième trimestre (+0,3 %). Au total, la demande d'emploi en catégories A, B, C reste sur une tendance baissière (-0,3 %, contre -0,4 % en France métropolitaine).

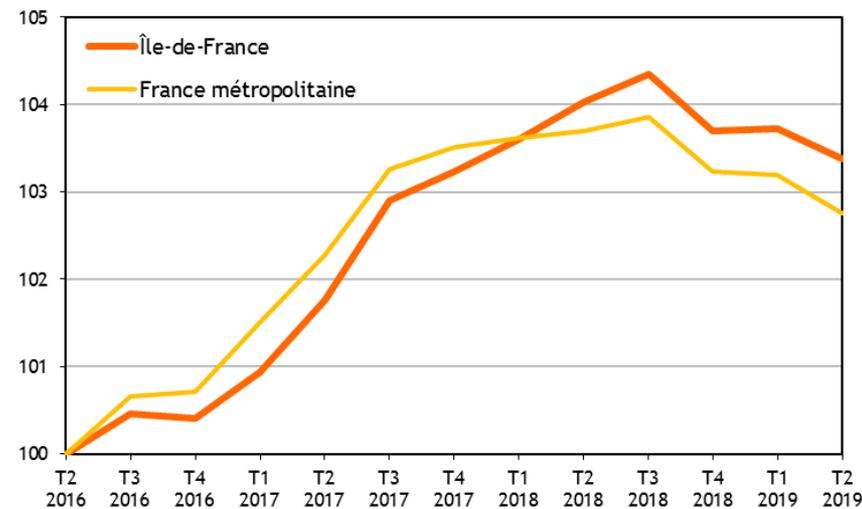
L'effet du Plan régional d'investissement dans les compétences (PIC) sur la croissance du nombre de demandeurs d'emploi en formation (catégorie D) se confirme en Île-de-France (+5,7 % au deuxième trimestre et +14,6 % sur un an).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC
(données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par département au 2^e trimestre 2019

Données CVS-CJO 2 ^e trimestre 2019	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	128 590	-1,0	-2,7	201 280	-0,4	-1,5
Seine-et-Marne	66 790	-0,1	-0,2	102 870	0,1	0,6
Yvelines	64 380	-0,9	-1,9	96 900	-0,4	-0,5
Essonne	58 380	0,7	-0,8	90 150	0,3	0,0
Hauts-de-Seine	80 740	-0,1	-0,1	117 750	0,0	0,7
Seine-St-Denis	118 800	-1,1	-1,9	171 520	-0,7	-0,5
Val-de-Marne	72 870	-0,7	-3,1	107 350	-0,3	-1,5
Val-d'Oise	70 530	-0,9	-2,5	103 770	-0,8	-1,5
Île-de-France	661 080	-0,6	-1,8	991 590	-0,3	-0,6
France métro.	3 377 330	-0,4	-1,9	5 579 530	-0,4	-0,9

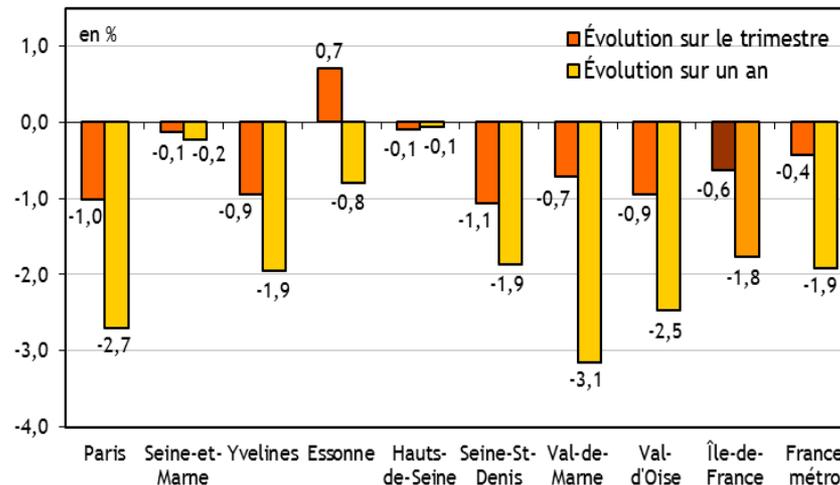
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Au deuxième trimestre 2019, la demande d'emploi francilienne est en recul en catégorie A dans l'ensemble des départements, à l'exception de l'Essonne (+0,7 %). La Seine-Saint-Denis (-1,1 %) et Paris (-1,0 %) enregistrent la baisse la plus forte. En catégories A, B, C, la demande diminue également dans la plupart des départements, jusqu'à -0,8 % dans le Val-d'Oise.

Sur un an, l'ensemble des départements de la région bénéficie d'une diminution de la demande d'emploi en catégorie A, comprise entre -0,1 % dans les Hauts-de-Seine et -3,1 % dans le Val-de-Marne. En catégories A, B, C, la demande augmente en un an dans les Hauts-de-Seine (+0,7 %) et en Seine-et-Marne (+0,6 %). Elle recule dans les autres départements, notamment à Paris, dans le Val-de-Marne et dans le Val-d'Oise (-1,5 %).

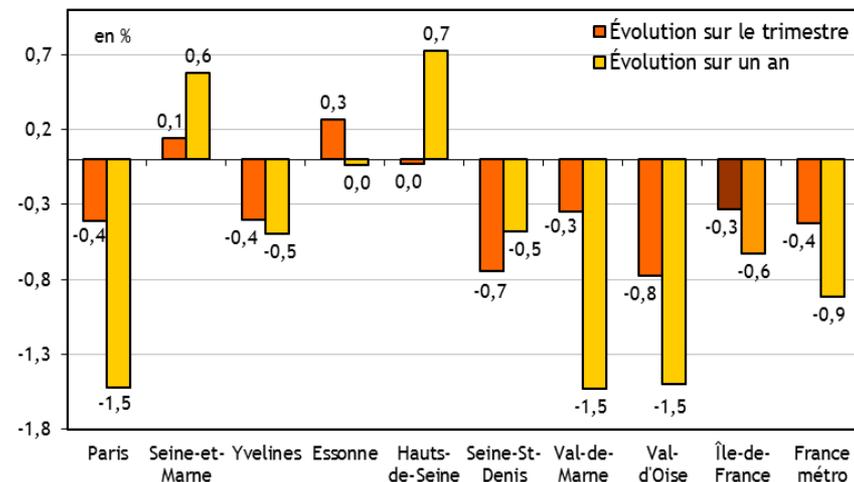
Demande d'emploi

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

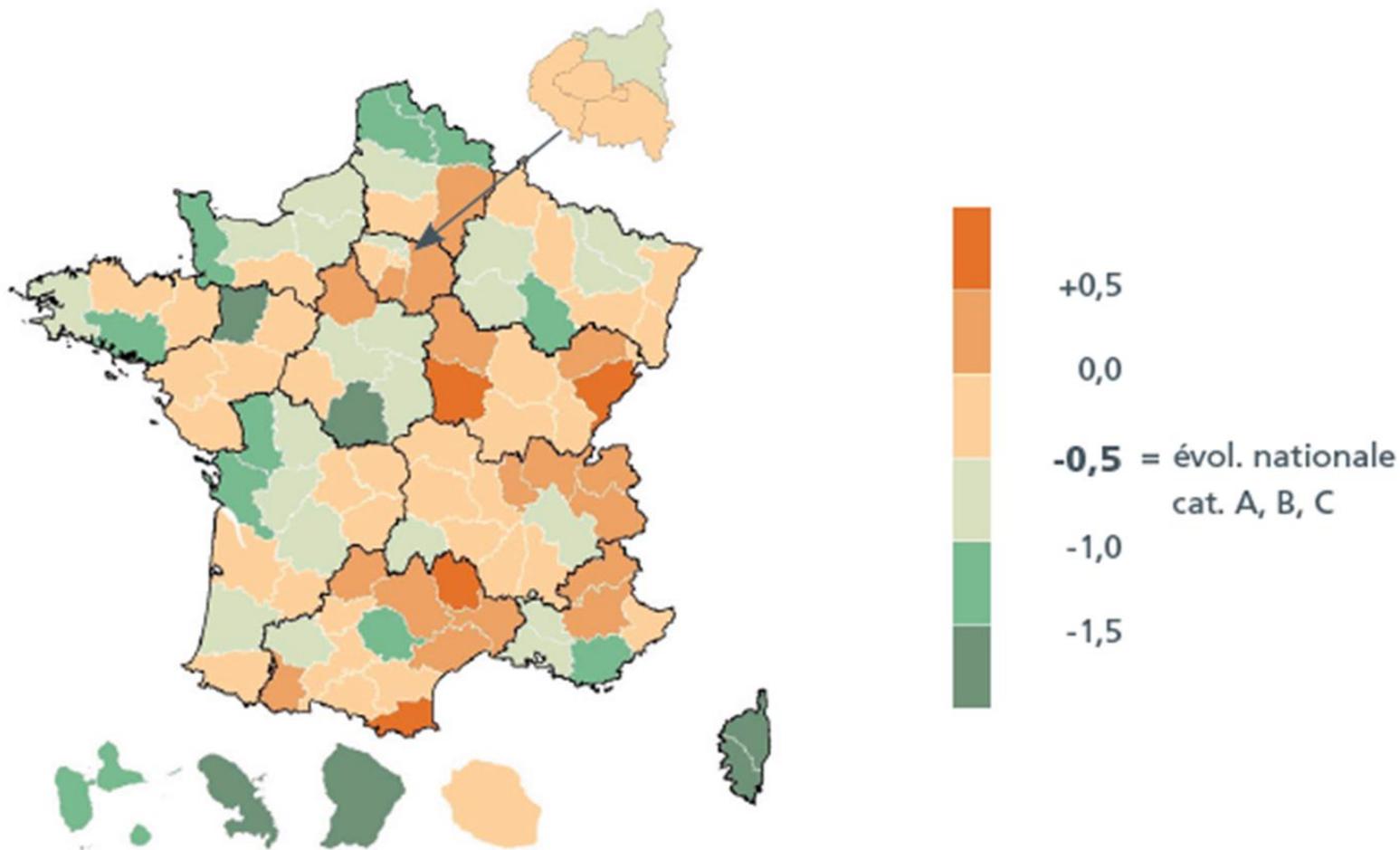
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 1^{er} trimestre 2019 et le 2^e trimestre 2019
(en %, données CVS-CJO)



Source: Dares indicateurs -Eclairage territorial sur les demandeurs d'emploi au 2^e Trimestre 2019-Avril 2019

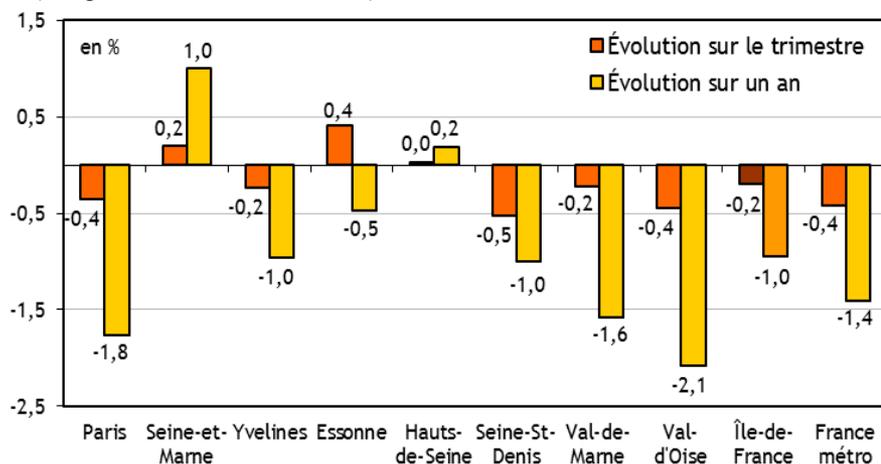
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 2^e trimestre 2019 (catégorie ABC)

Sur le trimestre, pour la première fois depuis le troisième trimestre 2014, la demande d'emploi francilienne évolue plus favorablement pour les femmes (-0,5 %) que pour les hommes (-0,2 %) en catégories A, B, C (contre -0,4 % pour les deux sexes en France métropolitaine).

L'évolution de la demande d'emploi est plus favorable aux femmes dans l'ensemble des départements de la région, en particulier dans le Val-d'Oise et en Seine-Saint-Denis, où l'écart avec les hommes atteint respectivement 0,7 et 0,5 point.

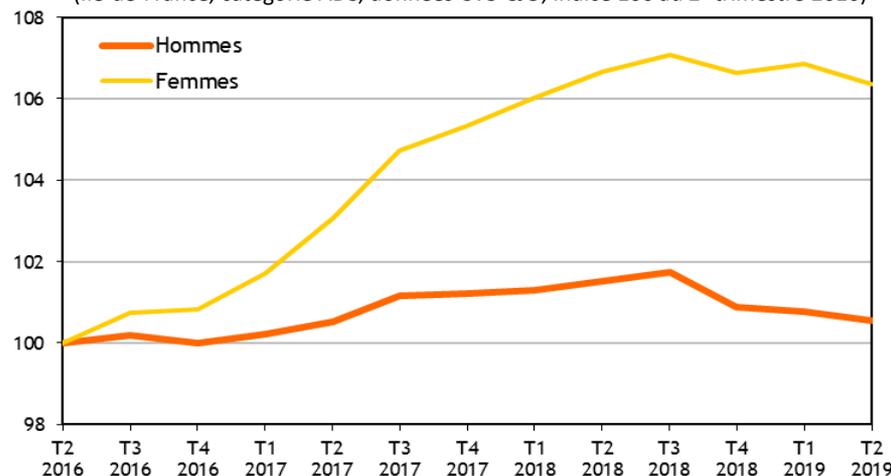
En revanche, sur un an, la demande d'emploi des hommes recule nettement plus que celle des femmes (-1,0 % contre -0,3 %).

Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



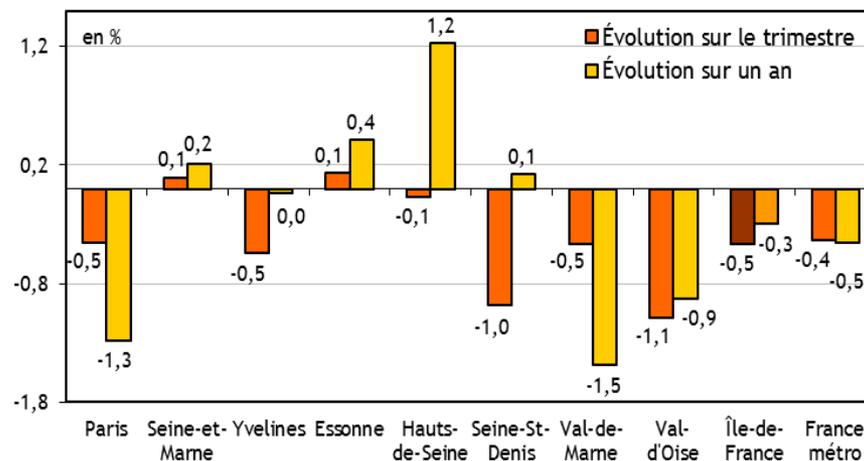
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

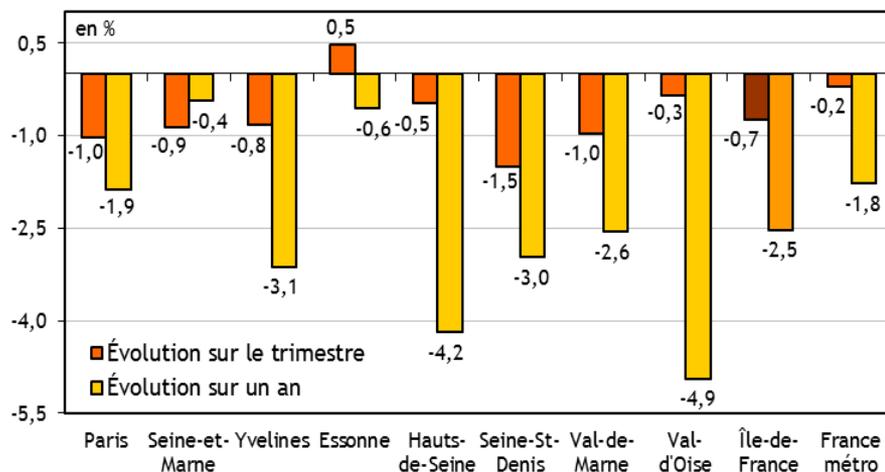
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 2^e trimestre 2019 (catégorie ABC)

La demande d'emploi des jeunes franciliens (moins de 25 ans) repart à la baisse au deuxième trimestre 2019 en catégories A, B, C (-0,7 % contre -0,2 % en France métropolitaine). Le recul atteint 2,5 % sur un an, portant cette population à 9,3 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi.

Au sein de la région, la demande d'emploi des jeunes n'augmente qu'en Essonne sur le trimestre (+0,5 %) et diminue dans l'ensemble des départements sur un an, jusqu'à -4,9 % dans le Val-d'Oise.

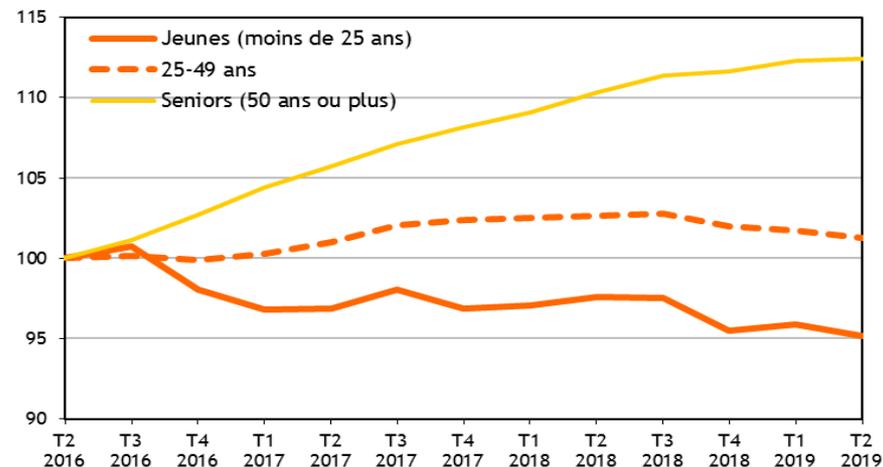
La demande d'emploi des seniors (50 ans et plus) ralentit sa croissance sur le trimestre (+0,1 %). Les Hauts-de-Seine affichent la progression la plus nette sur un an (+3,6 %).

Évolution du nombre de jeunes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



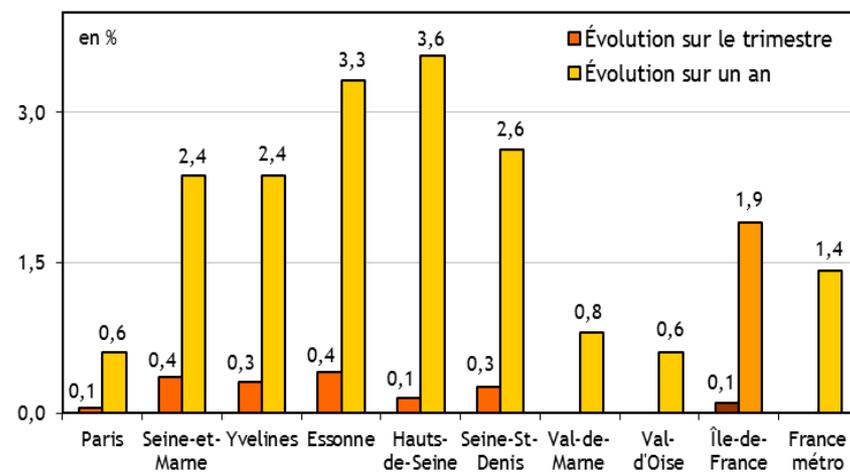
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de seniors inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 2^e trimestre 2019

En augmentation depuis le premier trimestre 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) diminue légèrement au deuxième trimestre 2019 (-0,2 % contre -0,3 % en France métropolitaine). Ces demandeurs représentent 46,7 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi d'Île-de-France, contre 47,5 % en France métropolitaine.

Au premier trimestre 2019, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi serait resté, en moyenne, inscrit 376 jours à Pôle emploi. C'est 8 jours de plus qu'au trimestre précédent*.

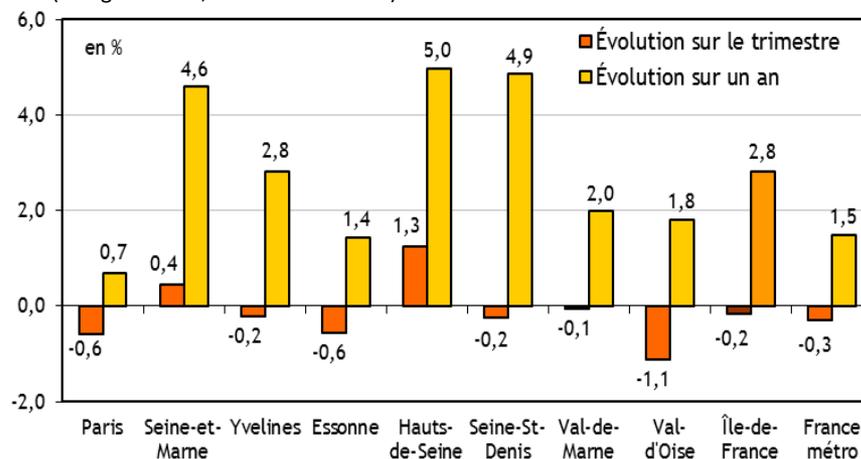
En hausse de 0,2 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 13,3 % au deuxième trimestre 2019. Elle varie de 11,0 % en Essonne à 16,4 % en Seine-Saint-Denis.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
2 ^e trimestre 2019	12,8	12,3	12,1	11,0	13,5	16,4	13,1	13,3	13,3	13,9
2 ^e trimestre 2018	12,9	12,0	11,8	10,9	12,6	16,6	12,9	13,2	13,1	13,1

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

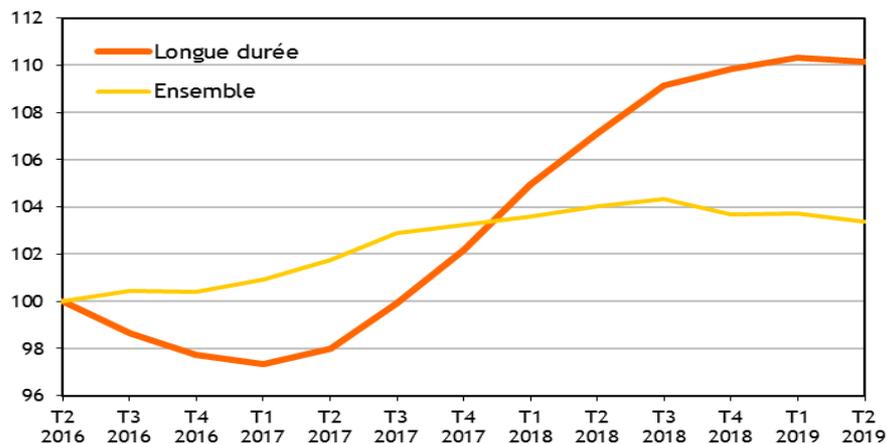
* « Durée de chômage (1^{er} trimestre 2019) », *Statistiques et indicateurs*, Juillet 2019, Pôle emploi, <http://www.pole-emploi.org/statistiques-analyses/demandeurs-emploi/trajectoires-et-retour-a-lemploi/duree-de-chomage-1er-trimestre-2019.html?type=article>

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 2^e trimestre 2019

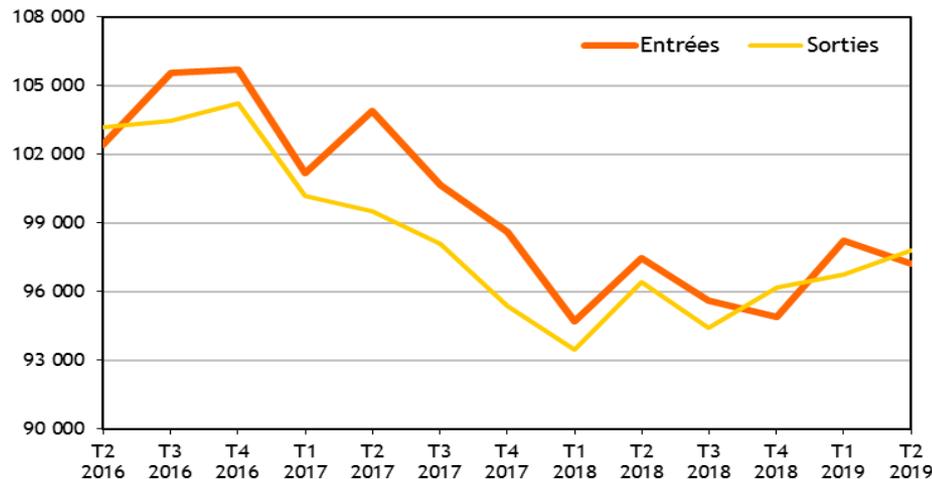
Après un rebond au premier trimestre 2019 (+3,5 %), le nombre d'inscriptions à Pôle emploi baisse de nouveau au deuxième trimestre en Île-de-France (-1,0 %). Sur un an, il diminue légèrement (-0,2 % contre +0,2 % en France métropolitaine).

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (un tiers des entrées) rend délicat l'interprétation des entrées par motif. Sur un an, cependant, la progression des inscriptions pour « retour d'inactivité » (+6,9 %) et le recul des inscriptions pour « licenciement économique » (-13,4 %) se détachent.

Le nombre de sorties de Pôle emploi demeure en hausse sur le trimestre (+1,1 % contre +0,4 % en France métropolitaine) et sur un an (+1,4 % contre +0,6 % en France métropolitaine).

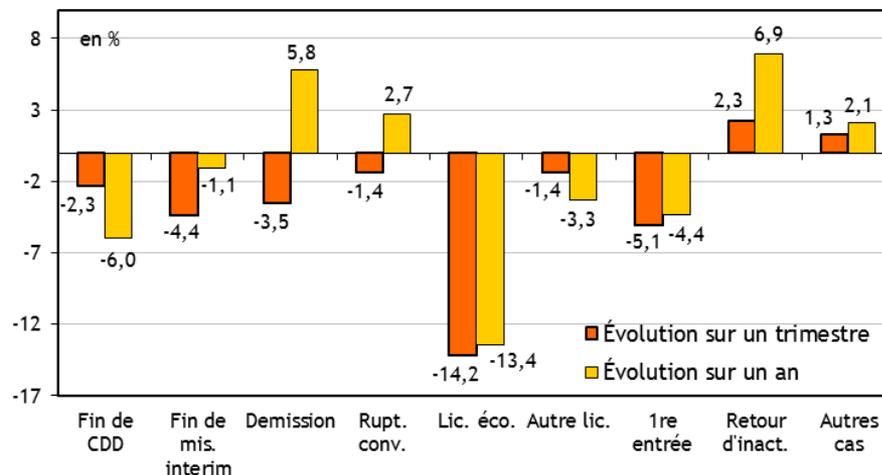
La forte présence du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (près de la moitié des sorties) limite, là encore, l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. La très forte hausse des entrées en stage (+49,7 % sur un an, contre +20,9 % en France métropolitaine) s'explique par la mise en place du PIC en début d'année. Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 20,7 % des motifs de sortie de Pôle emploi, progressent de 4,9 % sur un an.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution sur le trimestre des entrées à Pôle emploi par principaux motifs
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2019

Au premier trimestre 2019, le taux de chômage francilien s'établit à 7,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il est stable par rapport au quatrième trimestre 2018. Le taux de chômage en France métropolitaine baisse à 8,4 % au premier trimestre 2019.

Sur un an, le taux de chômage poursuit sa décrue de 0,4 point en Île-de-France et de 0,5 point en France métropolitaine.

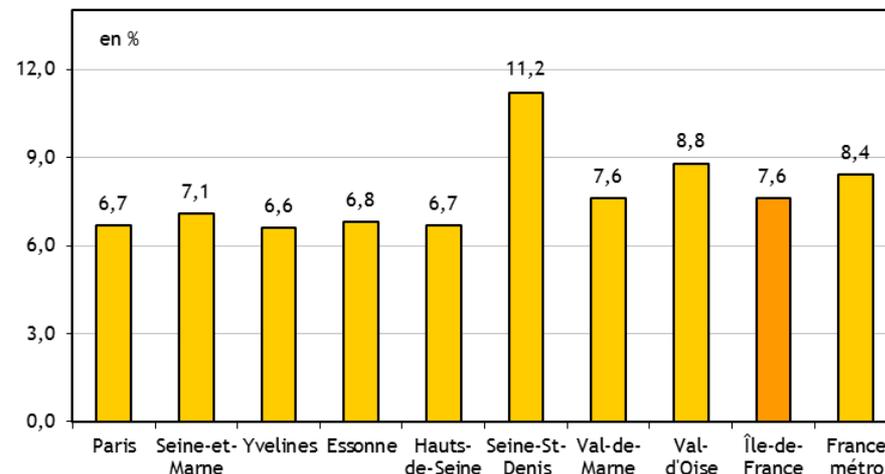
Après avoir atteint 9,0 % au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien suit une tendance à la baisse. Il reste cependant supérieur de 1,3 point à sa valeur du premier trimestre 2008 (6,3 %).

Structurellement le plus élevé de la région, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis est stable à 11,2 % par rapport au trimestre précédent. Le Val-d'Oise connaît également un fort taux de chômage (8,8 %). Les Yvelines (6,6 %), Paris (6,7 %) et les Hauts-de-Seine (6,7 %) ont les taux les plus faibles.

Sur un an, le taux de chômage diminue de -0,7 point en Seine-Saint-Denis, de -0,6 point dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Dans les autres départements, le taux varie de -0,5 point à Paris à -0,3 point en Seine-et-Marne et dans les Hauts-de-Seine.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2019

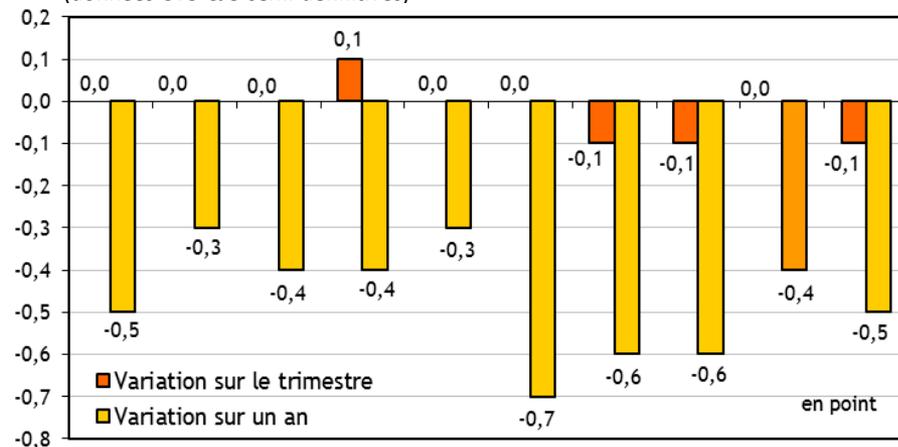
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

Variation du taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2019

(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi au 2^e trimestre 2019

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon le métier concerné. L'évolution du nombre de ces offres est donc affectée par la concurrence entre Pôle emploi et les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

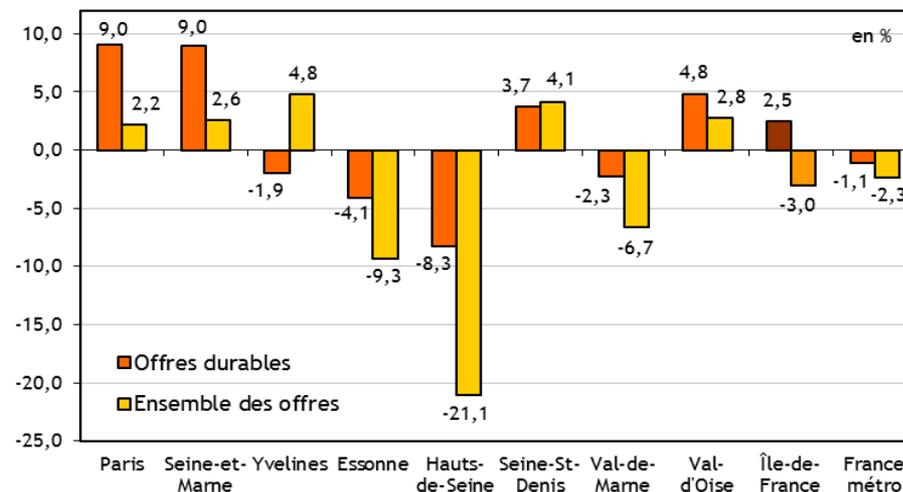
Au deuxième trimestre 2019, 46 740 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 32 740 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Sur le trimestre, le nombre d'offres d'emploi collectées diminue (-3,0 % contre -2,3 % en France métropolitaine) du fait de la forte baisse des offres d'emploi temporaires et occasionnelles (-13,8 %). En revanche, les offres durables, qui représentent 70 % de l'ensemble des offres collectées, gagnent 2,5 % (contre -1,1 % en France métropolitaine).

Globalement en baisse sur un an en Île-de-France et en France métropolitaine, les offres augmentent pour les emplois durables dans la région (+1,7 % contre -2,5 % au niveau national).

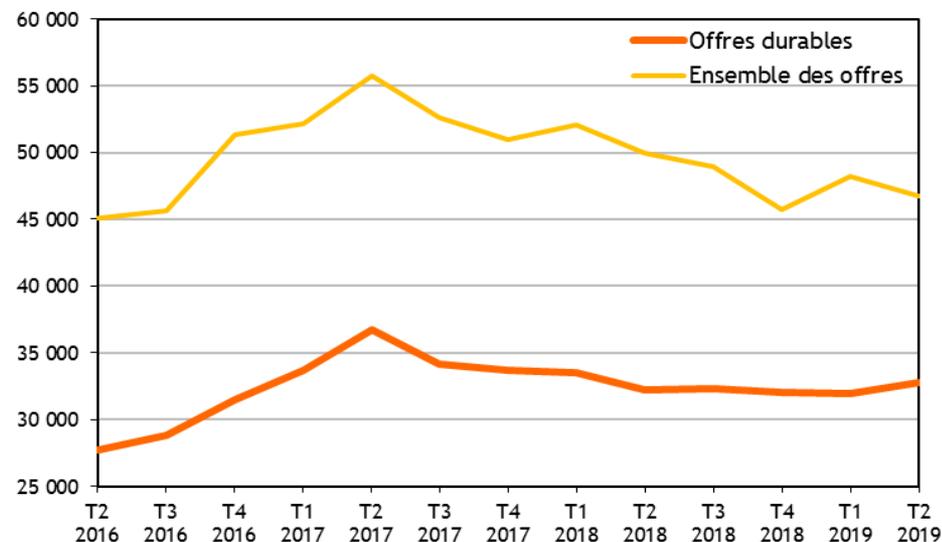
Au sein de la région, l'évolution des volumes d'offres d'emploi enregistrées est très hétérogène. Sur le trimestre, elle varie de -8,3 % dans les Hauts-de-Seine à +9,0 % à Paris et en Seine-et-Marne. Sur un an, elle s'étend de -21,1 % dans les Hauts-de-Seine à +4,8 % dans les Yvelines.

Évolution du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 1^{er} trimestre 2019

Plus de 1,86 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été effectuées au 1^{er} trimestre 2019 en Île-de-France, dont 405 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au 1^{er} trimestre 2019 (par rapport au 1^{er} trimestre 2018) a progressé tous contrats confondus en Île-de-France (+1,6 %) mais l'augmentation est plus forte pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +4,9 %).

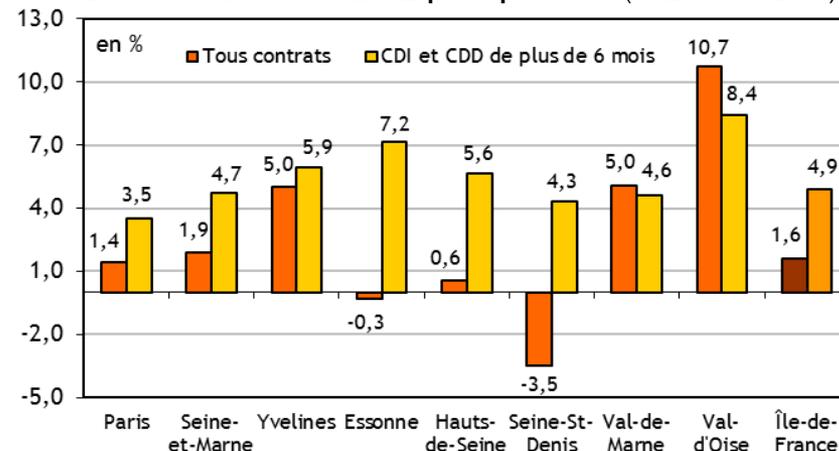
Tous contrats confondus, le Val-d'Oise a connu une hausse annuelle importante (+ 10,7 %), alors que la Seine-Saint-Denis a observé une baisse de 3,5 %.

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, l'Essonne et le Val-d'Oise progressent le plus fortement (respectivement +7,2 % et +8,4 %).

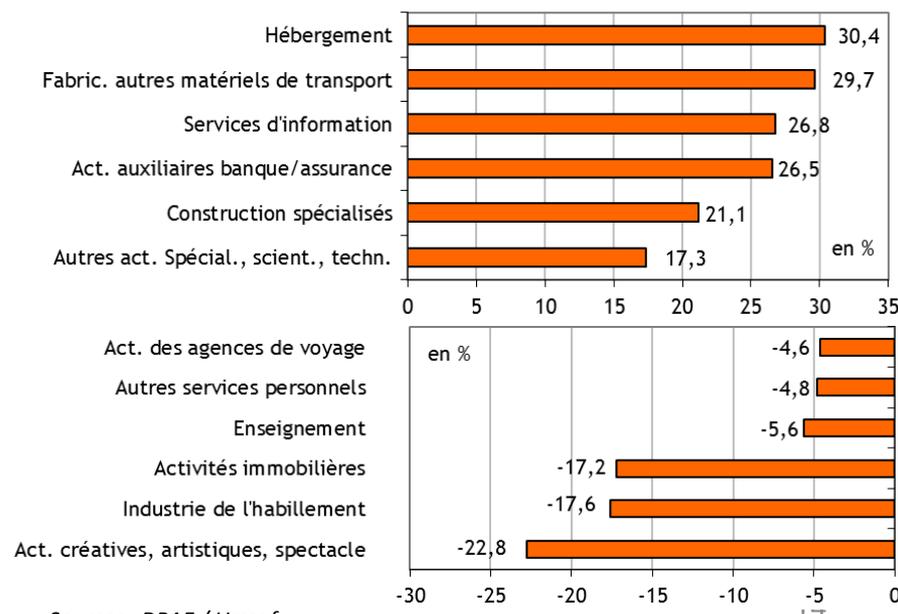
Le secteur de l'hébergement et les fabrications d'autres matériels de transport ont connu une forte augmentation des contrats durables (respectivement +30,4 % et +29,7 %).

A l'opposé, les activités immobilières, l'industrie de l'habillement et les activités créatives, artistiques et de spectacle ont subi la baisse la plus importante (baisse supérieure à 17,0 %).

Évolution annuelle des DPAE par département (T1 2019 / T1 2018)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs (six plus fortes hausses/baisses) (T1 2019 / T1 2018, Île-de-France)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim au 1^{er} trimestre 2019

Emploi

Près de 1 099 000 contrats d'intérim ont été signés au cours du 1^{er} trimestre 2019 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 132 900 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

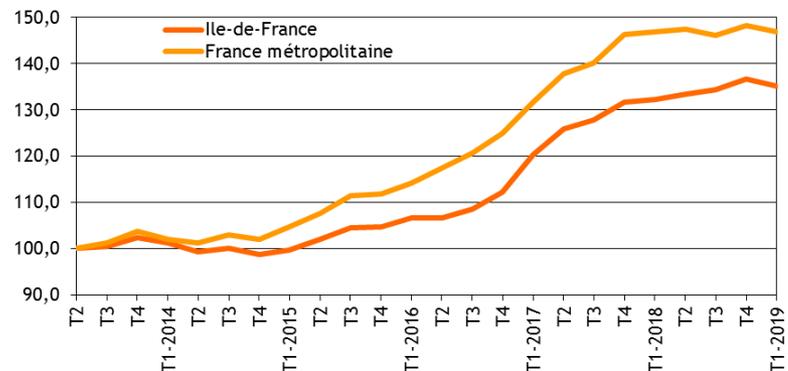
Par rapport au trimestre précédent, le nombre de contrats signés a augmenté, alors que le nombre d'intérimaires en EETP est en légère baisse (-1,2 %) après plusieurs trimestres de croissance. Au niveau national, la diminution est plus mesurée (-0,8 %). En revanche, sur un an, l'activité intérimaire reste en hausse : respectivement +2,2 % pour l'Île-de-France (+0,1 % pour la France métropolitaine).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie enregistre un net recul : -3,9 % pour le nombre d'EETP par rapport au 4^e trimestre 2018, en particulier, la fabrication de matériels de transport (-8,4 %), les industries agro-alimentaires (-7,5 %), et la métallurgie (-4,9 %).

L'activité intérimaire dans la construction enregistre une nouvelle hausse (+2,6 % ce trimestre), confirmant les hausses des derniers mois.

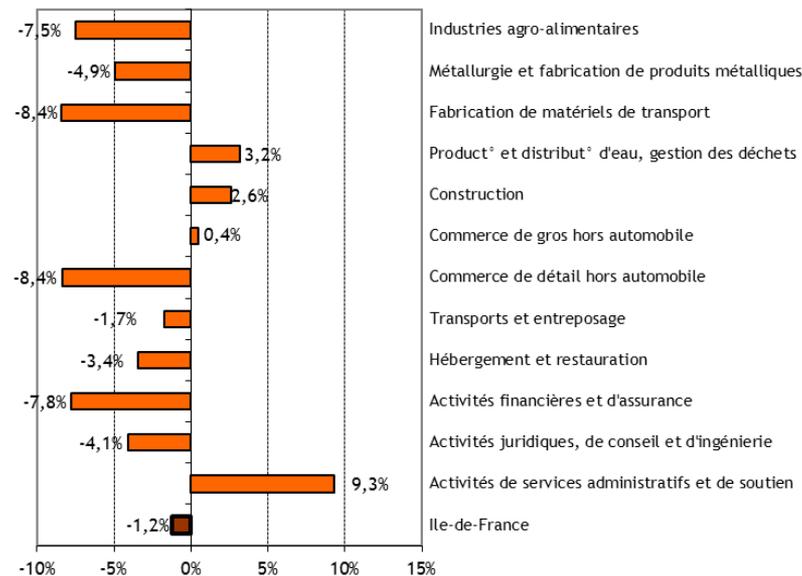
L'intérim dans le tertiaire enregistre une baisse ce trimestre, la première depuis près de 4 ans : -1,6 % par rapport au 4^e trimestre 2018. Hormis les activités de services administratifs et de soutien (+9,3 %) et dans une moindre mesure le commerce de gros (+0,4%), les principaux secteurs du tertiaire sont en repli. Ainsi, on observe de fortes baisses dans le commerce de détail (-8,4 %), les activités financières (-7,8 %), les activités juridiques (-4,1 %) et l'hébergement / restauration (-3,4 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 au 2^e trimestre 2013)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2019

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. A ainsi été ajouté l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique, le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au premier trimestre 2019, l'emploi salarié (privé et fonction publique) francilien progresse de +0,4 %, soit +22 690 emplois (données CVS). Il reste stable dans la fonction publique avec une très petite baisse de 50 emplois par rapport au trimestre précédent, tandis que l'emploi dans le privé progresse de 0,5 %, soit +22 740 emplois.

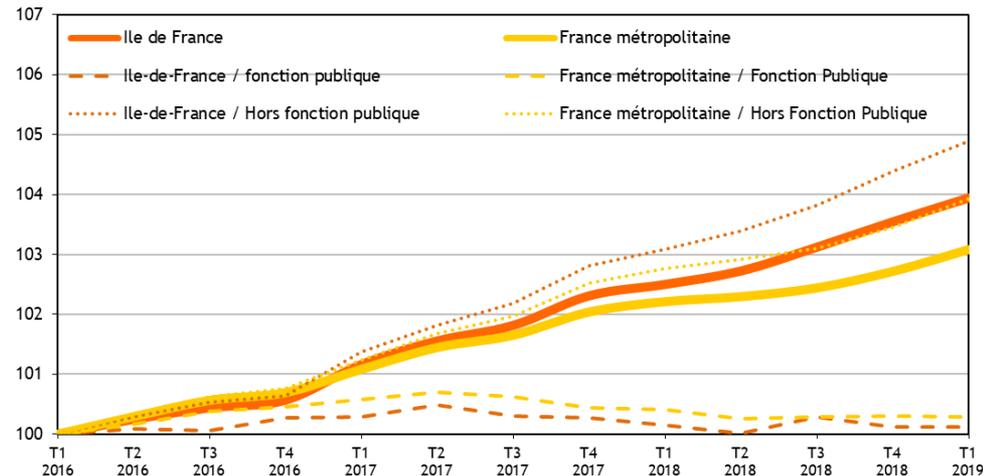
Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié augmente également (+0,4 %, soit +87 900 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié francilien est en forte augmentation (+1,4 %, soit +82 250 emplois). Il reste stable dans la fonction publique et s'accroît de +1,8 % (+82 650 emplois) dans le privé. Ces évolutions attestent du dynamisme de l'emploi francilien qui représente près de 39 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Au premier trimestre 2019, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié progresser le plus fortement sont la Seine-Saint-Denis, Paris et le Val-d'Oise. A contrario, les Yvelines et l'Essonne enregistrent les évolutions les plus faibles, à +0,1 %.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre +0,5 % dans l'Essonne et +2,5 % (+15 400 emplois) en Seine-Saint-Denis.

Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)
(données CVS, indice 100 au 1^{er} trimestre 2016)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2019	Évolution T1 2019 / T4 2018		Évolution T1 2019 / T1 2018	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 842 862	9 710	0,5	36 378	2,0
Seine-et-Marne	468 672	1 563	0,3	2 692	0,6
Yvelines	542 027	696	0,1	3 825	0,7
Essonne	454 232	590	0,1	2 356	0,5
Hauts-de-Seine	1 072 827	3 310	0,3	13 951	1,3
Seine-Saint-Denis	626 658	4 153	0,7	15 360	2,5
Val-de-Marne	539 967	1 186	0,2	4 302	0,8
Val-d'Oise	376 562	1 482	0,4	3 388	0,9
Île-de-France	5 923 807	22 691	0,4	82 253	1,4
France métropolitaine	24 774 806	87 871	0,4	209 173	0,9

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

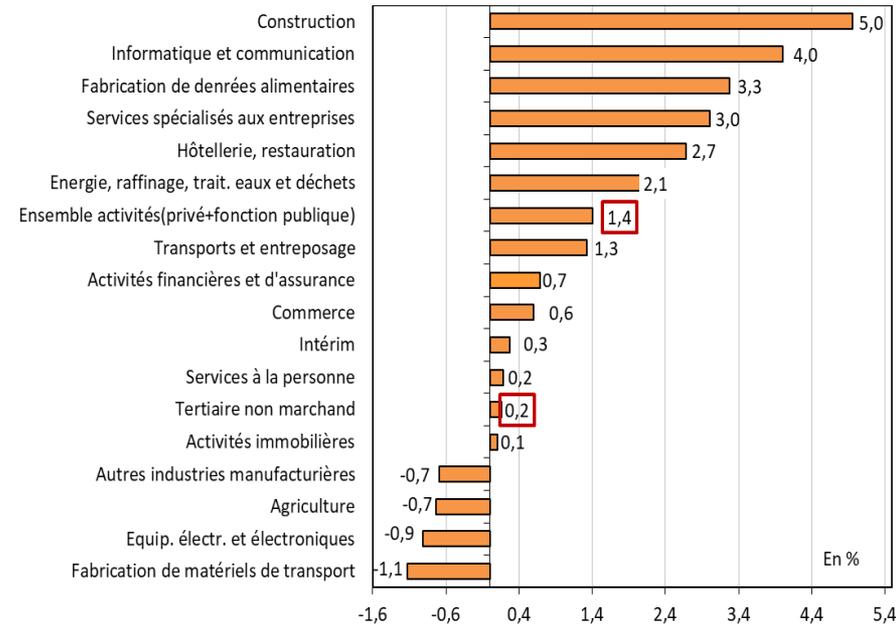
L'emploi salarié par secteur au 1^{er} trimestre 2019

L'évolution trimestrielle de l'emploi salarié enregistre une légère hausse dans l'industrie (+ 0,3 %, soit 1 380 emplois). L'emploi est stable dans le tertiaire non marchand, mais s'accroît fortement dans la construction (+1,9 %, soit +5 460 emplois), ainsi que, dans une moindre mesure, dans le commerce (+0,4 %, soit +2 700 emplois) et les services marchands hors intérim (+0,5 %, soit +13 900 emplois). Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois salariés progresse dans les services marchands hors intérim (+2,2 %, soit +60 900 emplois) et la construction (+5,0 %, soit +13 700 emplois), tandis qu'il augmente plus faiblement dans l'industrie et dans le tertiaire non marchand (+0,2 %).

Les secteurs industriels qui perdent le plus d'emplois sur un an sont la fabrication de matériel de transport (-1,1 %, soit -800 emplois), les équipements électriques et électroniques (-0,9 %, soit -650 emplois), ainsi que les autres industries manufacturières (-0,7 %, soit -1 130 emplois). Le dynamisme du secteur de la construction (+5,0 %, soit +13 700 emplois) et celui de l'informatique et communication (+4,0 %, soit +16 100 emplois) compense ce ralentissement.

La plupart des autres secteurs des services marchands ont enregistré des hausses. Les secteurs de l'hôtellerie, restauration (+2,7 %, soit +8 300 emplois), et les services spécialisés aux entreprises (+3,0 %, soit +28 600 emplois) ont connu les plus fortes croissances. L'augmentation a été moins importante dans le secteur des services à la personne (+0,2 %, soit +660 emplois) et dans celui des activités immobilières (+0,1 %, soit +80 emplois).

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 1^{er} trimestre 2018 et le 1^{er} trimestre 2019 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2019	Évolution T1 2019 / T4 2018		Évolution T1 2019 / T1 2018	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 370	-20	-0,4	-40	-0,7
Industrie	435 260	1 380	0,3	760	0,2
Construction	289 260	5 460	1,9	13 680	5,0
Commerce	710 730	2 680	0,4	4 200	0,6
Services marchands hors intérim	2 867 300	13 930	0,5	60 890	2,2
Tertiaire non marchand	1 486 140	180	0,0	2 410	0,2
Intérim	129 750	-920	-0,7	360	0,3
Ensemble des secteurs	5 923 810	22 690	0,4	82 260	1,4
Privé	4 795 390	22 740	0,5	82 660	1,8
Fonction Publique	1 128 420	-50	0,0	-400	0,0

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee.

Les tensions sur le marché du travail francilien au 2^e trimestre 2019

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,55 point en moyenne au deuxième trimestre 2019, soit 55 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,05 point par rapport au deuxième trimestre 2018. Cette évolution s'explique par une baisse des offres d'emploi collectées (-7,2 % sur un an) et une augmentation des demandes enregistrées par Pôle emploi (+1,0 % sur un an).

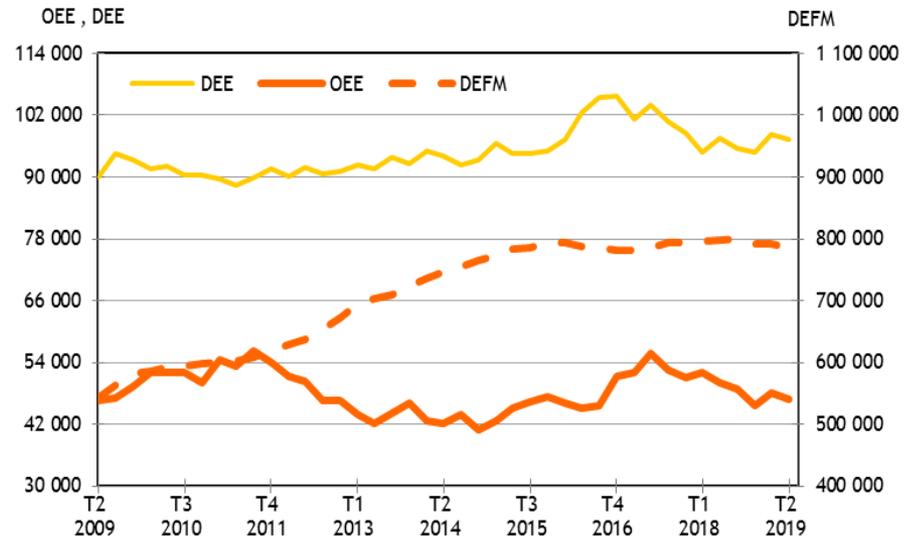
De son côté, le léger recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (-1,6 % en données brutes) va dans le sens d'un accroissement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement progresse de 1,2 point sur le trimestre : 60,3 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au deuxième trimestre 2019. Ce taux est supérieur à son niveau du deuxième trimestre 2018 (59,4 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 67,6 %. Il gagne 4,5 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (78,7 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (61,7 %) mais plus faible qu'au deuxième trimestre 2018 (87,5 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

Accompagnement des mutations économiques

L'activité partielle au 2^e trimestre 2019

Au cours du deuxième trimestre 2019, 118 décisions d'activité partielle* ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 372 920 heures autorisées à être chômées en Ile-de-France. Ce volume est en baisse de 76 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, cette baisse atteint 60 %.

Le département de l'Essonne concentre près de 31 % des heures d'activité partielle autorisées dans la région ce trimestre. Plus de la moitié concernent une demande dans le secteur de fabrication de machines et équipements.

A Paris, plus de la moitié des heures autorisées concernent le secteur de l'hôtellerie-restauration.

Hormis l'Essonne (+ 103 %), les demandes d'activité partielle ont baissé dans tous les départements franciliens.

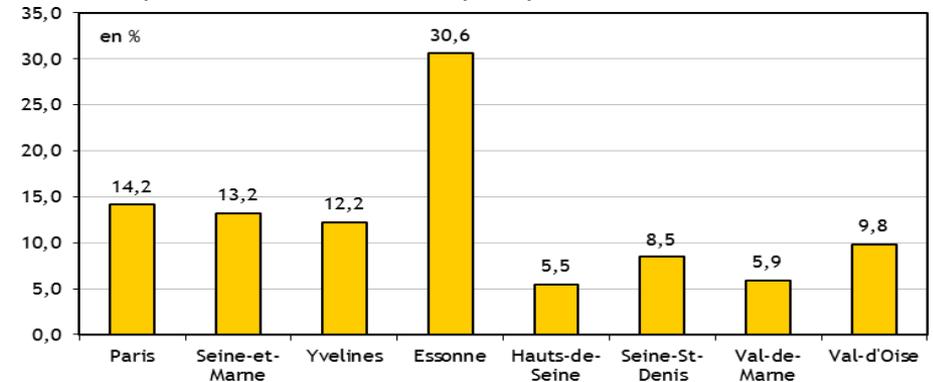
L'ensemble de l'industrie manufacturière concentre près de 188 000 heures, soit 50 % du total régional des heures autorisées.

La construction reste le deuxième secteur utilisateur de l'activité partielle. En un an, le volume d'heures d'activité partielle a baissé de plus de 60 %.

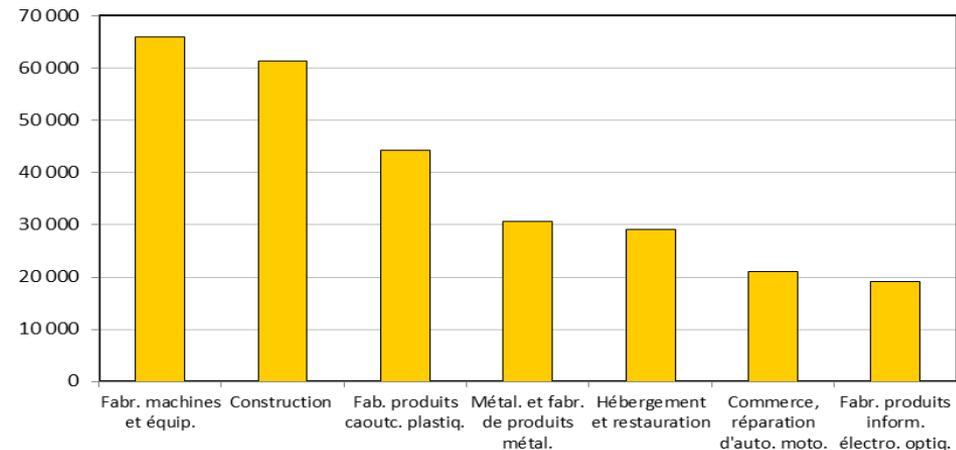
(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations au T2 2019	118	30	9	21	17	8	16	10	7
Cumul 2019 (T1+T2)	348	82	36	68	47	25	45	17	28
Cumul 2018 (T1+T2)	338	57	33	61	43	32	59	10	43
Heures associées au T2 2019	372 920	52 797	49 266	45 556	114 185	20 472	31 874	22 092	36 678
Cumul 2019 (T1+T2)	1 761 801	190 314	103 854	72 164	170 508	191 778	147 667	123 592	112 443
Cumul 2018 (T1+T2)	1 869 132	362 322	178 674	64 164	105 522	152 344	198 603	20 596	209 423
Évolution (%)	-5,7	-47,5	-41,9	12,5	61,6	25,9	-25,6	500,1	-46,3

Répartition des heures autorisées par département au 2^e trimestre 2019



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 2^e trimestre 2019



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Les plans de sauvegarde de l'emploi au 2^e trimestre 2019

Au deuxième trimestre 2019, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 52 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 2 001 postes menacés dans le cadre de PSE ce trimestre. Après une reprise du nombre de postes menacés au quatrième trimestre 2018 et au premier trimestre 2019, ce dernier redevient faible.

Les Hauts-de-Seine sont le département le plus affecté. Les emplois menacés sont principalement dans des établissements spécialisés dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie.

De même, Paris et la Seine-Saint-Denis hébergent un nombre conséquent d'emplois menacés.

En un an, l'évolution du nombre d'emplois menacés est importante dans deux départements : les Yvelines (+ 160 %) et la Seine-Saint-Denis (+111 %). On constate l'inverse dans les Hauts-de-Seine (- 70 %) et à Paris (-51 %).

Parmi les secteurs qui emploient un grand nombre de personnes dans la région, c'est l'activité du commerce qui menace le plus de salariés.

Le secteur de la fabrication de produits en caoutchouc est celui qui affecte le plus de postes en proportion de son emploi régional.

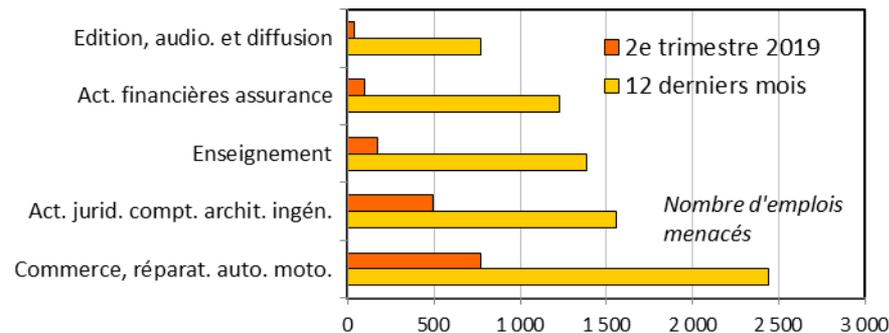
Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 24 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC). Dans ce cadre, il y a eu 4 460 emplois menacés ce trimestre.

L'Essonne héberge le nombre le plus important d'emplois menacés (3 050 emplois menacés). De même, un grand nombre d'emplois menacés sont dans les Hauts-de-Seine (1 164 emplois menacés).

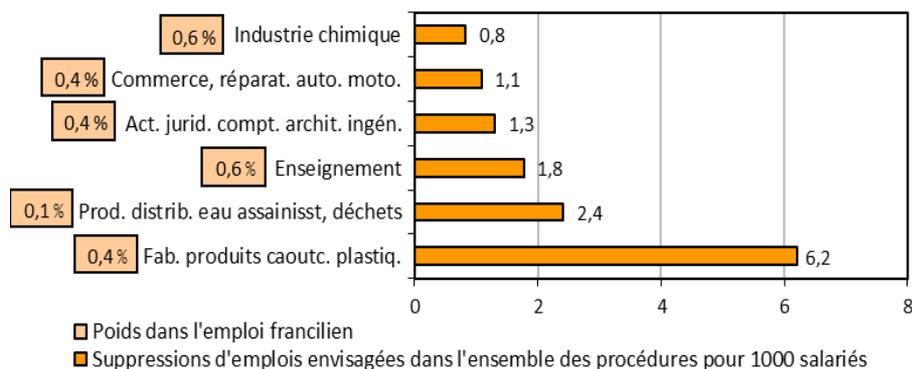
Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T2	52	9	0	6	5	18	10	1	0	3
Cumul 2019 (T1+T2)	113	25	2	13	12	34	16	5	2	4
Cumul 2018 (T1+T2)	118	32	8	2	7	41	13	4	5	6
Emplois menacés	2 001	461	146	95	168	704	389	29	9	/
Cumul 2019 (T1+T2)	5 946	1 181	359	587	1 143	1 401	705	411	159	/
Cumul 2018 (T1+T2)	9 249	2 163	369	226	2 346	3 095	334	405	311	/
Évol. emplois menacés (%)	0	0	0	2	-1	-1	1	0	0	/

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



Secteurs les plus affectés par des PSE proportionnellement à leur emploi local



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese

DIRECCTE
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail
et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr